

L'emploi salarié baisse pour la première fois depuis la crise sanitaire

Au 4^e trimestre, à La Réunion, l'emploi salarié baisse pour la première fois depuis la crise sanitaire. Les créations d'emplois dans le secteur public augmentent légèrement mais pas suffisamment pour compenser les pertes du secteur privé. Pour le troisième trimestre consécutif depuis la crise sanitaire, le secteur privé perd des emplois avec 400 emplois de moins ce trimestre. Depuis plusieurs trimestres, la baisse est particulièrement marquée dans les secteurs de l'intérim et de la construction, en lien avec un recul de la construction de logements et une hausse des défaillances d'entreprises. L'évolution de l'emploi est morose dans les autres secteurs marchands, et la fréquentation des hébergements collectifs touristiques stagne. Seuls les secteurs non marchands créent de l'emploi, notamment dans le social. Dans ce contexte, le chômage concerne 17 % de la population active.

Fin décembre 2024, 293 300 personnes sont salariées à La Réunion, secteurs privé et public confondus. Au 4^e trimestre, l'emploi salarié baisse pour la première fois depuis la crise sanitaire (-0,1 %) ► **figure 1**. Au niveau national, il se replie de 0,3 % après avoir augmenté de 0,1 % au 3^e trimestre 2024 ► **encadré 2**. Sur l'ensemble de l'année 2024, 1 100 emplois salariés sont néanmoins créés, contre 3 300 en 2023.

En janvier 2025, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,9 % à La Réunion, après +0,4 % en décembre. Les prix des services, de l'alimentation, des produits manufacturés, de l'énergie et du tabac sont en hausse. Sur un an, les prix augmentent de 2,1 % à La Réunion ; l'inflation sur un an rebondit en janvier, après trois mois de quasi-stabilité. Au niveau national, la hausse annuelle des prix est un peu moindre (+1,7 %).

Baisse de l'emploi dans le secteur privé pour le troisième trimestre consécutif

Pour le troisième trimestre consécutif depuis la crise sanitaire, le secteur privé perd des emplois avec 400 emplois de moins ce trimestre.. En 2024, l'emploi n'a augmenté qu'au 1^{er} trimestre. Au total, 400 emplois sont détruits en 2024, contre 2 300 emplois créés en 2023. Fin décembre 2024, 13 400 jeunes sont en contrat d'apprentissage, soit 100 de moins qu'un an auparavant.

Les créations d'emplois dans le secteur public augmentent légèrement mais pas suffisamment pour compenser les pertes du secteur privé. L'emploi public augmente de 200 emplois au 4^e trimestre. Sur un an, 1 500 emplois sont créés contre 3 300 en 2023. Les contrats aidés non marchands « Parcours emploi compétences » (PEC) baissent légèrement sur les 12 derniers mois : fin décembre 2024, 9 100 personnes bénéficient de ce type de contrat alors qu'ils étaient 9300 fin 2023.

L'emploi continue de baisser dans les secteurs de la construction et de l'intérim

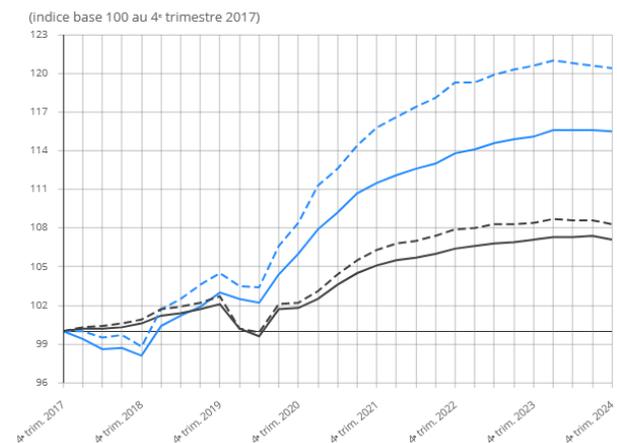
Au 4^e trimestre 2024, le secteur de la construction perd 200 emplois hors intérim. Sur un an, 1 100 emplois sont détruits après une baisse de 500 emplois en 2023 ► **figure 2**. Les effectifs du secteur reculent de 6 % en 2024, une baisse trois fois plus importante qu'en France ► **figure 3**. Les

structures de moins de 10 salariés, qui regroupent environ 40 % de l'emploi, sont majoritairement à l'origine de cette baisse, notamment celles de la « maçonnerie générale et gros œuvre du bâtiment ». En effet, l'activité de la construction diminue : le chiffre d'affaires cumulé sur les 12 derniers mois baisse de 9 %. Il est stable au niveau national ► **avertissement sur les indices de chiffre d'affaires**.

Dans le secteur de l'intérim, les effectifs se réduisent de 300 ce trimestre. Sur un an, le recul s'éleve à 700 postes (-15 %), une baisse trois fois plus importante qu'en France. Cette baisse fait écho à celle du secteur de la construction, traditionnellement employeur d'intérimaires. En 2023, 500 postes étaient supprimés dans l'intérim.

► 1. Évolution de l'emploi salarié

— Emploi salarié total - La Réunion
— Emploi salarié total - France hors Mayotte
- - - Emploi salarié privé - La Réunion
- - - Emploi salarié privé - France hors Mayotte



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.
Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Au 4^e trimestre 2024, 200 emplois sont détruits dans le secteur des services aux ménages. Sur un an, les créations sont atones, comme en 2023.

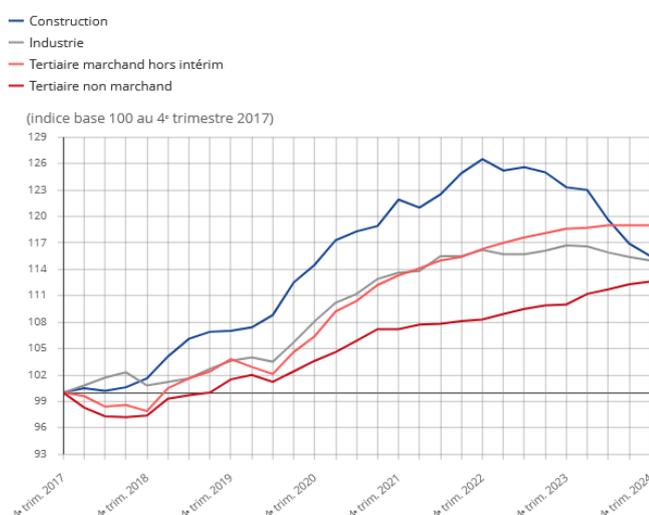
Dans le secteur de l'industrie, l'emploi baisse légèrement ce trimestre. Au total, 300 emplois sont supprimés en 2024, alors que l'emploi était atone l'année précédente.

Dans le secteur des transports, l'emploi est stable ce trimestre. Sur un an, 200 emplois sont détruits, alors que l'année précédente, 300 emplois étaient créés.

Au 4^e trimestre, comme sur l'ensemble de l'année, la croissance de l'emploi est atone dans les secteurs de l'information et la communication, les activités financières, immobilières et les services aux entreprises. Les emplois agricoles sont en légère baisse : 100 emplois de moins en un an.

L'emploi est stable lui aussi ce trimestre dans l'hébergement-restauration, mais augmente sur l'ensemble de l'année : +400 emplois en 2024, soit le double de 2023. Cette hausse est portée par des ouvertures de fastfoods. Dans le secteur du commerce, les emplois hors intérim augmentent de 200, après un début d'année morose. Sur un an, la hausse s'élève à 150 emplois, après +900 en 2023.

► 2. Évolution de l'emploi salarié selon le secteur d'activité



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données corrigées des variations saisonnières (CVS), en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total hors intérim.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Emploi salarié par secteur d'activité détaillé

	Emploi salarié	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle
	en milliers	en %	
Ensemble	293,3	-0,1	0,4
Privé	201,3	-0,2	-0,2
Public	92,1	0,2	1,7
Agriculture	3,5	-1,1	-2,4
Industrie, dont	20,6	-0,3	-1,5
Agro-alimentaire	8,2	-0,8	-1,1
Construction	16,8	-1,2	-6,3
Tertiaire marchand	126,2	-0,1	-0,2
Commerce	37,8	0,4	0,4
Transports	13,3	0,0	-1,8
Hébergement - restauration	13,9	0,0	3,0
Information et communication	3,7	1,3	-1,0
Services financiers	6,7	0,4	0,8
Services immobiliers	2,2	-3,0	-2,3
Services aux entreprises*	24,8	0,3	0,4
Intérim	4,1	-6,0	-15,1
Services aux ménages	19,8	-0,8	0,4
Tertiaire non marchand	126,2	0,2	2,4

* hors intérim

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

L'évolution trimestrielle compare le trimestre en cours au trimestre précédent, l'évolution annuelle compare le trimestre en cours au même trimestre de l'année précédente.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Accoss-Urssaf, Dares, Insee.

Seuls les secteurs non marchands créent de l'emploi, notamment dans le social

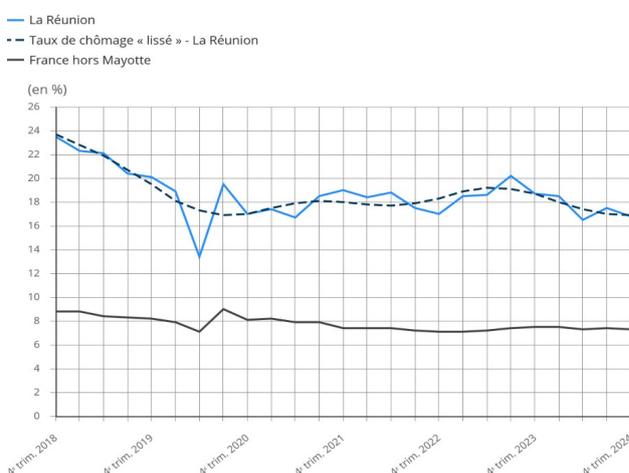
Fin décembre, 126 200 personnes sont salariées dans les services non marchands (enseignement, administration publique, santé ou action sociale). Elles travaillent majoritairement dans le public (75 %), mais peuvent également exercer dans le privé (activités de soutien scolaire, enseignement de la conduite, médecin, etc.).

L'effectif des secteurs non marchands augmente de 300 ce trimestre. Sur un an, le nombre d'emplois croît de 2 900. Plus d'un tiers de cette hausse concerne des salariés du secteur social travaillant dans le privé, par exemple des emplois d'aides à domicile. En 2023, la hausse était un peu moins marquée (+2 000 emplois).

Le chômage s'établit en moyenne à 17 %

À La Réunion, au 4^e trimestre 2024, le **taux de chômage** au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit en moyenne à 17 % de la population active. Il oscille entre 17 et 20 % depuis le 4^e trimestre 2020, à un niveau bien en deçà de sa valeur de fin 2018 (24 %) ► **figure 4**. Au niveau national, le chômage concerne 7,3 % de la population active au 4^e trimestre 2024, soit 0,1 point de plus qu'un trimestre précédent.

► 4. Estimation du taux de chômage trimestriel au sens du Bureau international du travail



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

Champ : Personnes de 15 ans ou plus.

Avertissement : Dans les DOM, contrairement aux départements de métropole, les séries de taux de chômage localisés sont directement issues d'une enquête par sondage. En conséquence, une part d'aléa est susceptible d'introduire du bruit à court terme dans les données. Dans les notes de conjoncture régionales, les séries de taux de chômage localisés sont ainsi complétées par des séries lissées représentant la tendance annuelle sous-jacente. Pour étudier les effets structurels et de long terme, les séries de taux de chômage en moyenne annuelle sont à privilégier.

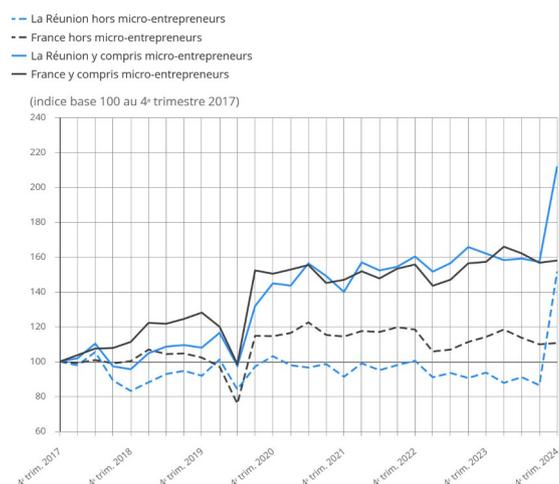
Source : Insee, taux de chômage localisés.

Un rebond des créations d'entreprises lié à un dispositif de défiscalisation

À La Réunion, 4 080 entreprises sont créées au cours du 4^e trimestre 2024 dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, soit une hausse par rapport au trimestre précédent (+35 %) ► **figure 5**. Cette augmentation s'explique essentiellement par la création massive, en décembre, de sociétés en nom collectif (SNC) en lien avec le dispositif de défiscalisation « Girardin industriel », favorisant les investissements productifs dans les départements et collectivités d'outre-mer (par exemple financement d'achat de mini-pelles). Ces SNC augmentent ponctuellement les créations dans le secteur des « autres services » (+57 %), mais la dynamique est également positive dans les « commerce, transports, hébergements et restauration » (+11 %) et la construction (+4 %). À l'inverse, les créations reculent dans l'industrie (-13 %). Au niveau national, les créations d'entreprises se maintiennent sauf dans le secteur de la construction (-6 %).

Au 4^e trimestre 2024, 49 % des créations d'entreprises se font sous le régime de la micro-entreprise. Cette part baisse de 12 points en raison des créations massives de SNC qui augmentent ponctuellement la part des créations d'entreprises classiques (+9 %). De fait, la part des micro-entreprises s'éloigne de celle observée au niveau national (65 %).

► 5. Créations d'entreprises



Note : Données CVS-CJO.

Champ : Ensemble des activités marchandes hors agriculture.

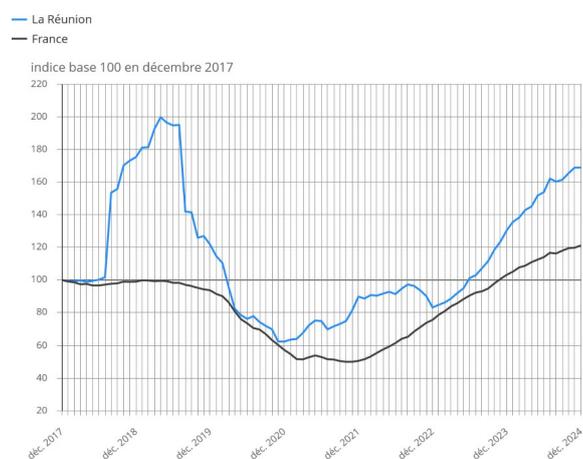
Source : Insee, SIDE (Système d'Information de la Démographie des Entreprises).

En 2024, 13 100 entreprises sont créées à La Réunion, soit une hausse de 7 % par rapport à 2023. Sans les créations massives de SNC en fin d'année, le nombre de créations d'entreprises serait stable en 2024. Au niveau national, les créations augmentent de 6 %.

Parallèlement, 1 120 entreprises sont déclarées en défaillance, soit 250 de plus qu'en 2023. Le secteur de la construction est le plus concerné : il rassemble 29 % des défaillances totales. Les défaillances d'entreprises augmentent davantage à La Réunion (+30 %) qu'au niveau national (+17 %) et que dans les autres DOM

► **figure 6.**

► 6. Défaillances d'entreprises



Notes : Données mensuelles brutes au 24 févr. 2025, en date du jugement.

Lecture : Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

La fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs touristiques reste stable

À La Réunion, avec 452 700 nuitées enregistrées, la fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs touristiques se maintient au 4e trimestre 2024 par rapport au même trimestre de 2023. Elle augmente en novembre (+2 %) et reste stable en octobre et décembre par rapport aux mêmes mois de 2023 ► **figure 7.**

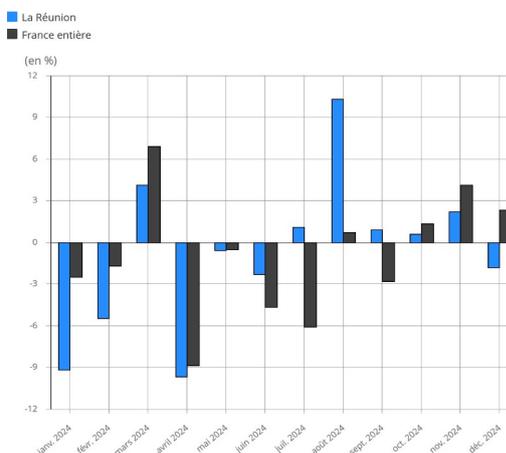
La hausse de l'offre de chambres (+3 %) s'accompagne d'une baisse de deux points du taux d'occupation à 74 %.

La fréquentation augmente dans les établissements du Nord-Est (+6 %) et du Sud (+5 %) par rapport au 4^e trimestre 2023, sous l'effet d'une hausse de l'offre de chambres. Elle recule dans l'Ouest (-3 %) en raison d'une baisse du taux d'occupation.

Elle croît de 6 % dans les établissements non classés et ceux classés 1 et 2 étoiles, alors qu'elle est stable (-1 %) dans ceux classés de 3 à 5 étoiles.

La clientèle constituée des personnes résidant en France augmente (+2 %) et représente 92 % des nuitées. À l'inverse, la fréquentation des personnes résidant à l'étranger recule par rapport au même trimestre de 2023 (-16 %). Sur l'ensemble de l'année 2024, la fréquentation dans les hôtels et autres hébergements collectifs touristiques reste stable (-1 %) par rapport à 2023 : le rebond du 3^e trimestre ne suffit pas à effacer la baisse des deux premiers trimestres.

► 7. Évolution du nombre de nuitées totales dans les hébergements collectifs touristiques par rapport au même mois de l'année précédente



Champ : Hôtels et autres hébergements collectifs de tourisme (résidences de tourisme et résidences hôtelières, maisons familiales de vacances, villages de vacances, auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour, centres sportifs).

Note : Le dernier mois est provisoire, données mensuelles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) ; enquêtes de fréquentation dans les hébergements touristiques.

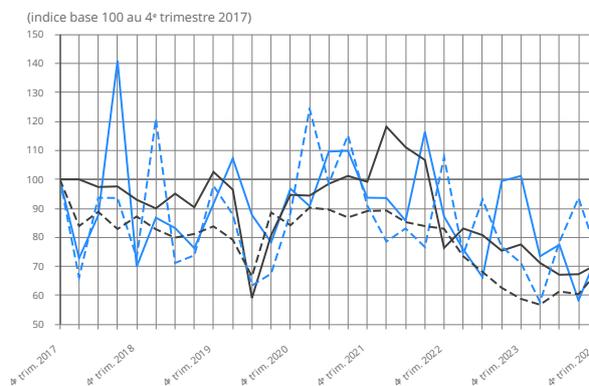
Moins de constructions de logements sur l'année

Au 4^e trimestre 2024, en données corrigées des variations saisonnières, 1 500 permis de construire sont autorisés à La Réunion sur trois mois. C'est 27 % de plus qu'au 3^e trimestre 2024 ► **figure 8.** Néanmoins, sur un an, de janvier 2024 à décembre 2024, les autorisations de logements baissent : 5 900 logements autorisés à la construction, soit 17 % de moins par rapport à la même période un an auparavant. La baisse annuelle concerne autant les logements individuels que collectifs. Au niveau national, les autorisations de constructions de logements baissent elles aussi (-13 % sur un an).

Avec 5 400 logements commencés sur un an à La Réunion, les mises en chantier reculent encore par rapport à la même période un an plus tôt (-4 %). Au niveau national, la baisse est comparable (-6 %). À La Réunion comme en France, elle touche principalement les logements individuels.

► 8. Évolution du nombre de logements

— Logements autorisés - La Réunion
— Logements autorisés - France hors Mayotte
- - Logements commencés - La Réunion
- - Logements commencés - France hors Mayotte



Note : Données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sitadel.

Florian Rageot, Isabelle Rivière (Insee)

Avertissement sur les indices de chiffre d'affaires

Depuis le deuxième trimestre 2023, l'Insee produit et met à disposition des indices de chiffre d'affaires (ICA) régionaux. Cette source, toujours en phase d'expertise, est à considérer avec prudence.

Ces indices permettent de mesurer mensuellement l'évolution de l'activité des entreprises. Ils sont élaborés chaque mois à partir des déclarations mensuelles de TVA faites par les entreprises mono et quasi-mono régionales relevant du régime fiscal réel normal pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les séries sont en valeur et corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier (CVS-CJO).

► Encadré 1 - Contexte international - Désordre mondial

Fin 2024, l'activité aux États-Unis est restée soutenue (+0,6 % au quatrième trimestre) portant la croissance annuelle à +2,8 %, tandis qu'elle est restée médiocre dans la zone euro (+0,2 %), confirmant l'absence de réelle reprise sur l'année (+0,8 % au total en 2024, après +0,5 % en 2023). Depuis début 2025, la nouvelle orientation de l'administration américaine et les perspectives de guerre commerciale qu'elle entraîne hypothèquent un peu plus l'éventualité d'un redémarrage européen à court terme. L'instauration de droits de douane aux États-Unis mettrait un coup de frein au commerce mondial et frapperait les économies européennes dépendantes de la demande américaine, en particulier l'Allemagne et l'Italie.

► Encadré 2 - Contexte national - Croissance en berne

En France, la croissance a plutôt bien résisté sur l'ensemble de l'année 2024 (+1,1 %). Le retournement de l'investissement a été compensé par l'accélération des dépenses publiques, mais ce facteur de soutien s'inverserait en 2025, la France prévoyant un effort significatif de réduction du déficit public. Dans un contexte international dégradé, l'économie française tournerait au ralenti au premier semestre 2025 (+0,1 % au premier trimestre puis +0,2 % au deuxième) et l'acquis de croissance pour 2025 atteindrait seulement +0,4 % à mi-année.

Sur le marché du travail, l'emploi salarié s'est nettement retourné en fin d'année, l'économie française détruisant 90 000 postes sur les trois derniers mois de 2024. En prévision, les entreprises continueraient de réduire leurs effectifs de 50 000 postes salariés au premier semestre, en partie compensés par des créations d'emplois non-salariés. Cette baisse de l'emploi pousserait le taux de chômage à la hausse à 7,6 % mi-2025.

► Définitions

Les **services aux entreprises** correspondent aux activités scientifiques et techniques, qui regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, ainsi qu'aux activités de services administratifs et de soutien, qui regroupent les activités liées à l'emploi (hors intérim), aux agences de voyage, aux activités de location et à la sécurité.

Les **services aux ménages** sont composés des activités des organisations associatives, des activités d'arts et spectacles, des activités récréatives et d'autres services personnels, en particulier les services pour les particuliers employeurs.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et le nombre de personnes en emploi ou au chômage.

Les **nuitées** (ou fréquentation) correspondent au nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement touristique. Un couple séjournant trois nuits dans un établissement compte pour six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Le **taux d'occupation** correspond au rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement offertes sur une période donnée (c'est-à-dire en excluant les fermetures saisonnières).

► Pour en savoir plus

- « [Au quatrième trimestre 2024, l'emploi salarié recule dans presque toutes les régions](#) », *Informations rapides* n°78, mars 2025.
- « [En janvier 2025 à La Réunion, les prix à la consommation augmentent de 0,9 % sur un mois et de 2,1 % sur un an](#) », *Insee Flash La Réunion* n° 287, février 2025.
- « [Désordre mondial, croissance en berne](#) », *Note de conjoncture*, mars 2025.
- « [Construction neuve à La Réunion](#) », *Note de conjoncture*, février 2025, Deal La Réunion.
- « [Bilan économique 2023 - L'activité économique continue de résister en 2023, mais montre des signes d'essoufflement](#) », *Insee Conjoncture La Réunion* n° 32, juin 2024.
- Les séries longues sur le « [Tableau de bord de la conjoncture à La Réunion](#) ».
- « [Tableau de bord économique de La Réunion](#) », Cerom.

